



HAL
open science

Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ?

Marie Miran-Guyon

► **To cite this version:**

Marie Miran-Guyon. Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ? : Introduction thématique. Afrique Contemporaine, 2017, 263-264 (3-4), pp.11-24. 10.3917/afco.263.0011 . halshs-02353782

HAL Id: halshs-02353782

<https://shs.hal.science/halshs-02353782>

Submitted on 7 Nov 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CÔTE D'IVOIRE, LE RETOUR DE L'ÉLÉPHANT ?

Introduction thématique

Marie Miran-Guyon

De Boeck Supérieur | « *Afrique contemporaine* »

2017/3 N° 263-264 | pages 11 à 24

ISSN 0002-0478

ISBN 9782807390881

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2017-3-page-11.htm>

Pour citer cet article :

Marie Miran-Guyon, « Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ? Introduction thématique », *Afrique contemporaine* 2017/3 (N° 263-264), p. 11-24.

DOI 10.3917/afco.263.0011

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ? Introduction thématique

Marie Miran-Guyon



Une longue décennie de crises emboîtées, qui semblent se dénouer dans les violences sans précédent de la crise post-électorale de 2010-2011, avait laissé la Côte d'Ivoire exsangue. « Côte d'Ivoire : année zéro » titrait le magazine *Jeune Afrique* à la veille de l'investiture, le 21 mai 2011, du nouveau président Alassane Ouattara, élu par les urnes, installé par les armes. Sept ans après, à deux ans de la fin de son deuxième mandat,

la Côte d'Ivoire a renoué avec une certaine stabilité politique et repris avec assurance le chemin de la croissance, en misant sur une « sortie de crise » par l'émergence économique, promise à l'horizon 2020. L'éléphant, symbole du pays, féconde les variations métonymiques. « Les douze travaux de l'éléphant d'Afrique » – ambitieux projet de grands travaux lancés par le président Henri Konan Bédié en 1996 – avaient consacré l'image de l'éléphant ivoirien qui voulait devenir aussi puissant que les dragons d'Asie, ou désormais les nouveaux lions d'Afrique. Mais, ensuite, « l'éléphant a chuté » (Cogneau, Hounghbedji, Mesplé-Somps, 2016). Est-il désormais de retour, comme le déclame le régime au pouvoir ? Le Plan national de développement 2012-2015 porte un titre évocateur, « Le triomphe de l'éléphant » (Cogneau, Czajka et Hounghbedji), et l'ouvrage en deux tomes de l'ancien ministre Théophile Ahoua N'Doli, préfacé par Alassane Ouattara, celui de *Réveil de l'éléphant d'Afrique* (N'Doli, 2017a et b).

Ou est-ce un retour d'éléphant qui trompe ? Un éléphant qui a calé, comme disent les Ivoiriens à propos de leur très populaire équipe nationale de football, dont l'emblème est aussi l'éléphant, quand ses succès le disputent aux revers, nuançant la donne ?

Les soleils de l'émergence, des temps en clair-obscur ?

Ahmadou Kourouma avait croqué les espoirs et les désenchantements ivoiriens de la sortie du colonialisme dans son roman picaresque *Les soleils des indépendances* – soleil étant traduit du dioula *téré*, signifiant tout à la fois le soleil,

Marie Miran-Guyon est maître de conférences à l'EHESS et membre de l'IMAF à Paris. Ses premières recherches ont porté sur la culture

islamique et la société musulmane de Côte d'Ivoire. Ses nouvelles recherches interrogent la contribution globale et plurielle du

champ religieux ivoirien à l'écriture du destin national, passé et présent (Marie.Miran@ehess.fr).

la journée, le temps, l'époque. Après la crise postélectorale de 2010-2011, un résident d'un bidonville d'Abidjan, ancien patriote partisan de l'ex-président Laurent Gbagbo au pouvoir de 2000 à 2011, se résignait avec pragmatisme et un brin d'humour à tourner la page de l'histoire et à vivre « sous le nouveau soleil de l'émergence » (Banégas).

Dans la rhétorique du régime Ouattara, l'émergence, en ses déclinaisons macroéconomiques, semble de fait l'emporter sur tous les autres aspects de la vie de la nation et pouvoir donc qualifier les temps nouveaux, dont l'ambition conjugue, non sans ambivalence, désir de rupture – faire émerger un « Ivoirien nouveau¹ », adopter une nouvelle constitution (Zina et Bouquet) – et désir de continuité – précipiter un « second miracle² » économique comme au bon vieux temps de Félix Houphouët-Boigny. La macroéconomie est assurément au beau fixe. Dans son rapport 2018, qui situe la Côte d'Ivoire « aux portes du paradis », la Banque mondiale relève qu'avec un rythme annuel moyen de croissance de 8 % depuis 2012, le pays s'impose comme l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique (Erhardt). Une politique volontariste d'investissement dans les infrastructures publiques, largement financées par des apports internationaux, a permis la construction, entre autres, de ponts et de routes – dont le troisième pont d'Abidjan, le pont à péage Henri Konan Bédié – emblèmes à part entière de l'émergence, valant au président le sobriquet de « Madou goudron ». Plutôt résiliente face aux fluctuations des cours des matières premières, la Côte d'Ivoire demeure le premier producteur mondial de cacao et d'anacarde (Bassett) et le premier producteur africain d'hévéa ; l'exploitation des ressources minières et pétrolières s'accélère.

Mais les fruits de la croissance, de l'avis de tous, restent mal partagés. Le taux de pauvreté a diminué de 51 % en 2011 à 46 % en 2015 mais demeure plus élevé qu'à la fin des années 1980 (Cogneau, Czajka et Hounghbedji). Les inégalités – de revenus, territoriales, de genre – suscitent un malaise social grandissant (« Rapport d'information n° 4481 », 2016). « On ne mange pas les ponts et le goudron », protestent de nombreux Ivoiriens (Konaté ; Akindès, 2017). « L'émergence infrastructurelle, c'est bien, mais n'oublions pas l'émergence sociale », préconise le secrétaire national d'une association de démobilisés, la Cellule 39 (Diallo)³. Les violences politico-militaires des temps de crise auraient-elles cédé le pas aux violences de classe de l'émergence ? (Banégas). Manifestations impétueuses contre la vie chère, grèves répétées de fonctionnaires et émeutes sporadiques contre la corruption de représentants de l'État émaillent le calendrier national (Mgr Koné ; Heitz-Tokpa et Mori).

L'émergence paraît d'autant moins ensoleiller le pays qu'elle a éludé la réconciliation, dispositif majeur des modèles internationaux de « sortie de crise » ou « post-conflit ». Non par manque d'institutions dédiées mais par

1. Concept lancé lors de la campagne présidentielle de Ouattara en 2015.

2. Voir les propos du ministre Ibrahim Baongo Cissé, « Libre opinion. Vers l'éveil d'une conscience

nationale ? », 29 août 2017, <http://news.abidjan.net/h/621368.html>.
3. *Journal d'Abidjan*, 15 juin 2017.

déficit de réelle volonté politique, tous bords confondus. L'opposition, dominée par le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, dont le procès, avec Charles Blé Goudé, s'est ouvert début 2016 à la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, décrie une « justice des vainqueurs », au plan local et international (Rosenberg). Âprement divisé depuis l'arrestation de Gbagbo, le FPI se plaint du déficit de dialogue politique du gouvernement mais se montre incapable de se réconcilier avec lui-même, à l'instar de plusieurs autres partis.

L'émergence ne rayonne pas non plus sans partage dans le camp des partis et des supporters du pouvoir. Le Rassemblement des républicains (RDR, parti d'Alassane Ouattara) et le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, parti d'Henri Konan Bédié), principaux partis membres de l'alliance au pouvoir, le Rassemblement des houthouétistes pour la démocratie et la paix (RHDP), sont tiraillés par des tensions internes et ont de plus en plus de mal à convaincre et à mobiliser les électeurs, qui choisissent parfois des indépendants (Ouégnin et Bouquet). Des soldats s'estimant insuffisamment rétribués pour leur part dans l'accession de Ouattara au pouvoir ont multiplié les mutineries, faisant planer l'ombre d'une déstabilisation du régime, avant d'obtenir gain de cause financier (Clément-Bollée et Diallo). Abobo et Bouaké, fiefs populaires pro-Ouattara, se sentent délaissés (Konaté et Zina). De jeunes Ivoiriens, majoritairement malinkés ou originaires du Nord, s'estimant également délaissés par le régime, quittent le pays et prennent les chemins de la migration irrégulière, pour un nombre grandissant vers l'Italie par la Libye (Sy Savané et Miran-Guyon).

La Côte d'Ivoire reste aussi le théâtre de violents conflits fonciers et intercommunautaires s'inscrivant dans la longue durée, dans l'ouest principalement, mais aussi à Bouna dans le nord-est (Speight). Anciens et nouveaux ressentiments fragilisent la paix sociale. Le temps de l'émergence peint des réalités en clair-obscur, contrastées et complexes, insolubles en quelques coups de pinceaux trempés de généralités.

Sur les devenirs de la Côte d'Ivoire : un numéro polyphonique

Ce numéro spécial présente un panorama polyphonique des devenirs de la Côte d'Ivoire contemporaine. Son ambition est d'éclairer l'espace-temps présent de la Côte d'Ivoire depuis 2011, mais sans faire l'économie du passé et en embrassant toutes les échelles d'analyse : une belle part est faite au temps long et aux scènes locales. Les thématiques et problématiques explorées sont délibérément plurielles.

Ce numéro s'inscrit dans la lignée du dossier spécial qu'*Afrique contemporaine* avait consacré à la Côte d'Ivoire en 2003, dans le contexte de l'entrée du pays dans la crise de 2002 (Cogneau, Mesplé-Somps, Roubaud, 2003). Il a pris sa forme distinctive en dialogue avec Francis Akindès, co-coordonnateur en 2017 d'un dossier spécial de *Politique africaine* sur « La Côte d'Ivoire sous Alassane Ouattara » qui, en six articles, dans une focale resserrée, propose un bilan de la gouvernance Ouattara (Akindès, Kouamé, 2017 ; Akindès est aussi

contributeur de ce numéro). Les deux dossiers composent ensemble un vaste tableau synergique des recherches en cours sur la Côte d'Ivoire.

Ce numéro double d'*Afrique contemporaine*, intégralement consacré à la Côte d'Ivoire, est riche par son volume. Il réunit quarante et un auteurs qui proposent dix articles, dix-sept « Repères », trois entretiens et trois articles de la rubrique « Choses vues », soit des textes de longueurs différentes, avec une hétérogénéité voulue de styles d'écriture, assortis d'iconographies. Les auteurs ont des approches pluridisciplinaires : sont convoqués l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la science politique, le droit, l'économie, les études du développement, la géographie, la philosophie et les arts du spectacle. Dans un souci de décloisonnement et de distanciation des regards, les auteurs viennent d'horizons géographiques divers. De plus, les chercheurs sont de générations différentes ; cinq sont doctorants. Le numéro ouvre aussi ses pages à des acteurs engagés dans la vie sociopolitique (Yasmina Ouégnin, Abdoulaye Sangaré, Ibrahim Sy Savané), économique (Teddy Roux, Fanny-Tognisso), religieuse (Mgr Antoine Koné) et artistique (Tiburce Koffi) de la Côte d'Ivoire et, pour le général Bruno Clément-Bollée, dans les relations militaires franco-ivoiriennes.

Ce qu'est devenue la Côte d'Ivoire aujourd'hui se décline en des réalités plurielles, polyphoniques. Aucune clé de lecture n'épuise à elle seule un sujet qui ne cesse d'évoluer et d'interroger. Le pari de ce numéro est de multiplier et de croiser les objets, les questions, les points de vue et les sources documentaires, pour tenter de cerner, sans prétention exhaustive, une part des mille et une facettes des devenirs ivoiriens contemporains.

Polyphonie des temporalités : mise en perspective du présent

La Côte d'Ivoire de 2018 résonne d'une symphonie de temporalités. Son présent immédiat porte de vives tensions se projetant sur un futur proche, principalement l'échéance des prochaines élections présidentielles prévues pour octobre 2020, et l'horizon qui se rapproche d'un renouvellement générationnel des hommes au pouvoir, relevant encore largement d'une gérontocratie issue de l'indépendance (Ouégnin). Plus encore, le présent ivoirien porte en son sein les traces de son passé, les multiples temporalités façonnées par son histoire : le présent se déploie dans la coprésence ou l'enchâssement de ces différentes temporalités⁴.

La grammaire ivoirienne des temps présent et passé(s). Les auteurs de ce numéro ont le souci de déconstruire le présent en prêtant attention aux différentes durées dont il est porteur. La Côte d'Ivoire de 2018 porte indubitablement

4. « Dans la section transversale de n'importe quel présent », écrit l'historien Carlo Ginzburg, « on trouve aussi les incrustations de nombreux passés, d'épaisseur temporelle

différente [...], qui peuvent renvoyer à un contexte spatial beaucoup plus étendu » (Ginzburg, 1992, p. 34). Michel de Certeau évoque « un feuilletage des temporalités pris dans

un même espace d'expérience, à l'intérieur d'une imbrication du passé dans le présent » (Dosse, 2002, p. 79).

la marque distinctive du régime d'Alassane Ouattara, mais l'histoire ivoirienne n'avait pas remis le compteur à zéro en 2011. Entre oubli, déni et excès de mémoire, la Côte d'Ivoire actuelle peine à gérer les traces, pour beaucoup douloureuses, de la brève mais mortifère crise postélectorale de 2010-2011 (Rosenberg) et, en deçà, du legs des neuf longues années, entre 2002 et 2011, de la division politique et territoriale du pays (Lebœuf, Hellweg, Banégas), et plus en amont, de la déstabilisation politico-militaire inaugurée par le coup d'État de 1999 (Allouche et Bley), ayant partie liée aux années de l'idéologie de l'ivoirité surgie en 1994.

Vingt-cinq ans après la mort de Félix Houphouët-Boigny (1993), la Côte d'Ivoire peine encore à faire le deuil du père de la nation. Le détour par l'époque d'Houphouët (1960-1993) continue d'éclairer pertinemment le présent (Allouche et Bley, Clément-Bollée, Zina, Akindès, Piermay). Vingt-huit ans après le retour au multipartisme, la démocratie ivoirienne chemine d'un pas toujours mal assuré (Sangaré). Au plan économique, la Côte d'Ivoire ne s'est toujours pas relevée de la crise structurelle majeure des années 1980 et des plans d'ajustement structurel imposés par les institutions financières internationales (Cogneau, Czajka et Hounbedji ; Ehrhart ; Berrou, Darbon, Bekelynk et Bouquet).

La Côte d'Ivoire porte de même les traces de la période ou « situation » coloniale⁵. L'actuelle « gouvernance rurale » (Chauveau, 2018) fondée sur une relation sans cesse renégociée de dépendance et de complémentarité entre « autochtones », « allogènes » et « étrangers »⁶, adossée à la chefferie (de terre) et arbitrée par l'État, puise ses racines dans la situation coloniale. Les récents conflits fonciers et intercommunautaires s'inscrivent dans la continuité de processus pouvant remonter à cette époque (Speight, Allouche et Bley). La période Ouattara n'a pas effacé cet héritage du passé. Elle l'endosse au contraire par la confirmation de la loi de 1998 sur le foncier rural (excluant les non-Ivoiriens de la propriété foncière, loi reprise dans l'article 12 de la constitution de la III^e République de 2016) et par l'introduction dans cette constitution d'une Chambre nationale des rois et chefs traditionnels (chargée de la « valorisation des us et coutumes » et « du règlement non juridictionnel des conflits dans les villages et entre les communautés » ; article 175). Ces orientations consacrent le « pluralisme légal dans la constitution » et divergent de la *doxa* néolibérale putative de l'émergence (Chauveau, 2018 ; Zina). Les mouvements migratoires et leurs conséquences géo-démographiques prennent aussi racine dans cette même situation coloniale, et éclairent pour partie les migrations récentes hors de la Côte d'Ivoire (Sy Savané).

La Côte d'Ivoire porte enfin les traces de passés précoloniaux encore plus lointains, notamment socioculturels et religieux.

Par-delà diachronie et synchronie : rencontre des temporalités. Le temps de l'hypermodernité (en janvier 2018, dix millions d'Ivoiriens – soit 40 % de la population nationale –, titulaires de comptes *mobile money*, transfèrent

17 milliards de francs CFA par jour, soit 25,9 millions d'euros⁷⁾ entre en synergie avec un temps relevant, pour partie, de la prémodernité –, mais pour partie aussi de temporalités politiques électorales et de temporalités économiques néolibérales (ainsi de la psychose nationale après le crime rituel d'un enfant de 4 ans, en février 2018 à Abidjan, qu'avouait un bijoutier voulant devenir riche, faisant suite à d'autres assassinats du même genre⁸⁾). La Côte d'Ivoire actuelle porte la coexistence et souvent l'interpénétration, créative ou nocive, de toutes ces temporalités. Par suite, les périodisations, qui ont leur utilité, ont aussi leurs limites. Parler de Côte d'Ivoire post-conflit ne signifie pas l'effacement des traces du conflit (Banégas). Le régime Ouattara ne s'est pas entièrement départi de la temporalité rebelle de 2002-2010 (Hellweg, Clément-Bollée, Lebœuf). Sa gestion politique du religieux puise dans le legs d'Houphouët (Miran-Guyon). L'émergence néolibérale n'exclut pas l'occurrence de violences relevant d'une longue durée coloniale et postcoloniale (Speight).

Polyphonie des scènes locales : l'importance de l'infranational

Après l'histoire, la géographie humaine. Si la dimension nationale n'est pas évacuée, ce numéro privilégie l'étude des scènes locales, des espaces de proximité, vécus et concrets. Ces scènes locales sont envisagées dans leurs diverses échelles – micro-espace, rue, quartier urbain, ville secondaire, mégapole, région – en interrogeant, le cas échéant, les mobilités et circulations entre ces différentes arènes : mobilités physiques principalement (volontaires, contraintes, contrariées), mais aussi mobilités sociales et statutaires. La Côte d'Ivoire est la mosaïque et le branchement de toutes ses échelles micro, méso et macro et de ses (im)mobilités. Mettre le projecteur sur la pléiade bigarrée de scènes locales permet de complexifier les approches par les pouvoirs « d'en haut », en prêtant attention aux voix des acteurs « d'en bas », tous acteurs confondus : urbains, villageois, rurbanisés, paysans, militaires, cinéastes, jeunes, aînés, Bété, Dan [Yacouba], Malinké, Lobi, Koulango, pro-Ouattara, ex-patriotes, etc.

5. Le terme « période » fait référence à une chronologie, le terme « situation » aux processus interactionnels complexes et souvent durables qu'a engendrés la rencontre entre le colonisateur européen et les populations colonisées africaines. Par-delà les indéniables violences et coercitions coloniales, les colonisés ont aussi, par des moyens subalternes, en faisant preuve de capacité d'initiative, contribué à façonner la situation coloniale (Balandier, 1951).

6. Ces trois termes sont relationnels et ne font pas sens indépendamment

les uns des autres. Les autochtones sont les populations ou communautés ethniques qui se définissent (et sont généralement reconnues par les autres) comme les primo-arrivants d'une région circonscrite. Les allogènes sont les migrants internes, les étrangers sont les migrants venus de l'extérieur de la Côte d'Ivoire, quoique le terme « étranger » décrive souvent les deux situations. Ces termes ont endossé un vernis idéologique délétère à partir des années 1990 mais, dans l'histoire ivoirienne, cela n'a pas toujours été le cas. Les autochtones sont souvent

réduits aux originaires du Sud ivoirien, mais il y a aussi des autochtones dans le Nord (Speight).

7. Financialafrik.com, 19 janvier 2018, <https://www.financialafrik.com/2018/01/19/cote-divoire-17-milliards-fcfa-de-transactions-par-jour-via-mobile-money/>.

8. Le président Ouattara dut s'exprimer publiquement pour dénoncer les faits et promettre que justice serait rendue. Voir *Libération*, « Une supposée résurgence de crimes rituels crée la psychose », 3 avril 2018.

« Abidjan est grand » et ses quartiers aussi. Six auteurs interrogent les scènes locales d'Abidjan. Deuxième ville la plus peuplée d'Afrique de l'Ouest après Lagos, Abidjan est une mégalopole tentaculaire de plus de quatre millions et demi d'habitants (RGPH, 2014). Elle cumule les fonctions de capitale économique, financière, intellectuelle, culturelle et *de facto* politique – au détriment de Yamoussoukro, *de jure* capitale politique depuis 1983 (même si le nouveau Sénat, érigé en 2018, vient de s'y installer). La « Perle des Lagunes » et « Petit Paris », vitrine de la modernité à l'ivoirienne sous les soleils des indépendances, a durement pâti des crises ivoiriennes. Mais depuis l'arrivée d'Alasane Ouattara au pouvoir en 2011, Abidjan connaît un redressement saisissant, notamment infrastructurel. Une fièvre de construction de ponts et de routes alimente une urbanisation galopante, Abidjan reliant désormais les villes voisines de Grand-Bassam, Bingerville et Anyama, au prix, toutefois, de déguerpissements massifs de populations vulnérables, renvoyées à une marginalité toujours plus grande. L'attractivité d'Abidjan n'est pas entamée pour autant. La macrocéphalie urbaine s'accroît : Abidjan concentre environ 20 % de la population à l'échelle nationale, et deux de ses treize communes de plein exercice, Abobo et Yopougon, comptent chacune, avec plus d'un million d'âmes, deux fois plus d'habitants que Bouaké, deuxième ville en quasi-décroissance du centre du pays (RGPH, 2014).

L'échelle d'Abidjan en démultiplie les scènes locales. Des auteurs parcourent les communes de Cocody (Ouégnin) et d'Abobo (Konaté) ; accostent les territoires marginalisés de la MACA⁹, la prison d'Abidjan (Le Marcis), de l'ancien bidonville désormais rasé de Gobelet à Cocody (Banégas), de la Zone franche à Yopougon (Schilling) ; ou empruntent les réseaux routiers qui relient les quartiers entre eux et la ville à son hinterland, dont Grand-Bassam, Yamoussoukro et Bouaké (Piermay).

L'Ouest au pluriel : sud-ouest et « grand » ouest. De Yopougon, de jeunes Bété retournent s'installer dans leurs villages paternels en zone forestière, en quête de terre et d'autonomie (Montaz). La région du Tonkpi – ex-Dix-Huit Montagnes, à la frontière de la Guinée et du Liberia – excentrée et marginalisée, cultive depuis les années 1950 une singularité politique. Ce processus de régionalisation a favorisé l'émergence en 2001 d'un nouveau parti, l'Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), qui peine à se frayer une place hors du Tonkpi (Allouche et Bley).

Le Centre et le Nord. Quatre auteurs dévoilent différents visages de Bouaké et du Nord. Dans le centre, Bouaké peine à se relever de la décennie de gouvernance rebelle. Les promesses de reconstruction en souffrance, les mutineries répétées des soldats, les manifestations des démobilisés non réintégrés dans l'armée et de violentes émeutes contre l'augmentation du prix de l'électricité se sont conjuguées pour troubler les espoirs (Zina et Diallo). Bouaké et sa rivale Korhogo, deux villes majeures de l'ex-zone rebelle, sont des sites de socialisation

associative de démobilisés socialement déclassés (Diallo). Depuis 2015, la Côte d'Ivoire est devenue le premier producteur mondial d'anacarde, l'anacardier poussant au nord de la forêt en zone savanicole, bassin cotonnier du pays. Les divergences dans la gestion étatique des filières coton et anacarde depuis 2013 sont éclairées, avec une attention particulière aux attentes des paysans producteurs, peu écoutés des décideurs (Bassett). Les graves violences entre pasteurs peuls, paysans lobi et autochtones koulango dont Bouna, dans le nord-est, a été le théâtre en mars 2016, sont mises en contexte (Speight). Dans l'extrême nord à Ouangolodougou, à la frontière avec le Burkina Faso, le désir d'État est contrarié par la corruption d'un de ses représentants, fomentant sa destitution populaire (Heitz-Tokpa et Mori).

Par-delà les mers. Des Ivoiriens circulent hors de la Côte d'Ivoire. Des pro-Bgabbo investissent la scène locale du tribunal de la Cour pénale internationale à La Haye (Rosenberg). Des Malinkés et d'autres empruntent les chemins de la migration irrégulière et pour certains, traversent la Méditerranée vers l'Eldorado européen (Sy Savané).

Les principaux lieux cités dans ce numéro spécial figurent sur les cartes de Côte d'Ivoire et d'Abidjan (voir cartes page 19).

Polyphonie des thématiques : interrogations transversales

Par-delà leur agencement sous différentes rubriques, les articles, les « Repères » et les entretiens de ce numéro double font dialoguer des thématiques communes. Le lecteur peut tisser des liens entre les analyses qui se croisent, ou construire des passerelles entre thèmes disparates.

La fabrique de l'État. Plusieurs auteurs interrogent les transformations de l'État par le régime Ouattara, au travers des objets privilégiés que sont la constitution (Zina), l'Assemblée nationale (Ouégnin), les partis politiques (Allouche et Bley) et les élections (Bouquet). L'interface perméable entre la société (in)civile et l'État (Hellweg) et le déclin de la presse écrite (Sangaré) sont aussi discutés. Ces articles concourent à éclairer une convergence d'ambivalences : le président qui se dit démocrate se trouve gouverner sans opposition ; l'absence de démocratie interne aux partis fait le lit des indépendants ; les vieux au pouvoir freinent le renouvellement générationnel alors que 79 % des Ivoiriens ont moins de 35 ans¹⁰ ; le régime ultra-présidentiel, peu à l'écoute de l'Assemblée nationale, dote le pays d'une deuxième chambre, avec un Sénat ; la nouvelle constitution, censée réconcilier la nation avec elle-même en redéfinissant les règles du vivre ensemble, intéresse peu les Ivoiriens

9. Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan.

10. Stephen Smith commente : « L'État postcolonial en Afrique est la

poursuite des "gérontocraties" traditionnelles par d'autres moyens. Nulle part ailleurs dans le monde, la différence entre l'âge moyen des

administrés et la moyenne d'âge de leurs gouvernants n'est en effet aussi grande » (Smith, 2018, p. 120). La Côte d'Ivoire ne fait pas exception.

Des quartiers, des villes, un pays

Carte de situation de la Côte d'Ivoire



Cette carte de situation traduit l'approche que ce dossier de la revue *Afrique contemporaine* sur la Côte d'Ivoire a suivi. Si la dimension nationale n'est pas évacuée, ce numéro privilégie l'étude des scènes locales, des espaces de proximité, vécus et concrets. Ces scènes locales sont envisagées dans leurs diverses échelles – micro-espace, rue, quartier urbain, ville secondaire, mégapole, région – en interrogeant, le cas échéant, les mobilités et circulations entre ces différentes arènes : mobilités physiques principalement (volontaires, contraintes, contrariées), mais aussi mobilités sociales et statutaires. La Côte d'Ivoire est la mosaïque et le branchement de toutes ses échelles micro, méso et macro et de ses (im)mobilités.

EtiCarto, 06/2018.

(85 % d'abstention à Bouaké, par exemple¹¹) ; la société civile est apathique et aphone et les Ivoiriens boudent la presse. Le ministre Ibrahim Baongo Cissé est sans doute bien informé quand il écrit : « À l'évidence, le discours politique

tourne à vide, sans cible, ni objet [...]. La classe politique s'écoute plus qu'elle n'écoute les populations devenues citoyens d'un monde plus que jamais intégré. [...] Si la classe politique veut éviter de connaître la même désagrégation ou désintégration que celle survenue dans d'autres pays, elle gagnerait à être plus attentive aux angoisses des populations, à leurs douleurs, leurs doutes, leurs impatiences, leur mal-être et leurs peurs, mais également à leurs aspirations profondes, leurs attentes, leurs ferveurs, leurs incandescences et leurs rêves. Plutôt que de persister dans une posture consistant à regarder le peuple avec des lunettes d'hier et, le prenant de haut et se substituant à lui, à tenir le même discours paternaliste des pères fondateurs des années des indépendances¹². »

Deux « Repères » touchent à la question tentaculaire de la corruption, qui est devenue systémique en se diffusant des hautes sphères de l'État aux agents de la vie ordinaire aux quatre coins du pays (Mgr Koné ; Heitz-Tokpa et Mori).

L'éléphant triomphant ? Quinze auteurs interrogent les politiques et les réalités économiques de l'émergence. Une synthèse des données macroéconomiques plante le décor (Ehrhart). Des « Repères » inédits étudient ensuite les inégalités de revenu en contexte de croissance (Cogneau, Czajka et Hounbedji), la résurgence des classes moyennes (Berrou, Darbon, Bekelynck et Bouquet), le financement de l'investissement dans le cas des PME (Roux et Fanny-Tognisso) et l'épineux problème de l'emploi des jeunes (Lefeuvre, Roubaud, Torelli et Zanuso). Un article sur la gestion des filières coton et anacarde lève un voile sur la politique agricole de Ouattara et les ambiguïtés de son régime néolibéral, se révélant dirigiste et interventionniste sur la filière coton – au grand dam des cotonculteurs du Nord (Bassett).

Une armée troublée. Quatre auteurs s'épaulent pour analyser la situation des forces armées. Un entretien de grande ampleur brosse l'historique de la structuration des forces armées de Côte d'Ivoire, le passage sous Gbagbo d'une armée nationale faible à une armée de régime moins cohésive, la césure introduite par l'éruption des Forces armées des Forces nouvelles (FAFN, 2002-2011), les succès et les échecs des deux opérations post-conflit de « Réforme du secteur de la sécurité » (RSS) et de « Désarmement, Démobilisation et Réintégration » (DDR), ainsi que les difficultés actuelles d'une armée divisée et peu républicaine, dont témoignent les mutineries de 2017 (Clément-Bollée). La place importante et le rôle ambivalent que les com'zone, ou commandants de zone issus des FAFN, continuent d'occuper et d'exercer dans la nouvelle armée, font l'objet de deux études spécifiques (Lebœuf et Hellweg, dont la focale porte sur Zakaria Koné). La mobilisation associative des démobilisés – ex-soldats FAFN

11. *Jeune Afrique*, 3 mai 2018, <http://www.jeuneafrique.com/mag/553228/politique/cote-divoire-bouake-la-rebelle/>.

12. Cissé Baongo, « Libre opinion : Vers l'éveil d'une conscience nationale ? », 29 août 2017, <http://news.abidjan.net/h/621368.html>.

non reversés dans les forces armées – est documentée sur le terrain de Bouaké et de Korhogo, au prisme de la Cellule 39 (Diallo).

Par ailleurs, les liens entre l'arène politique nationale, l'armée et la prison sont explorés au prisme de la trajectoire de Yacou « le Chinois », ex-soldat FRCI¹³ devenu chef de gang tout-puissant à la MACA (Le Marcis). Le régime de Ouattara a été porté au pouvoir en partie grâce à l'appui des FAFN, dont 8 400 soldats ont intégré l'armée. Mais ces derniers, en position de force pour réclamer plus de ressources, sont devenus un bastion de contestation et d'instabilité. Ils ont finalement été grassement payés en 2017 pour rentrer dans le rang (12 millions de francs CFA soit 18 000 euros pour chacun des 8 400 soldats), ce que de nombreux Ivoiriens ont perçu comme une prime à la rébellion ou du mercenariat. L'élimination de Yacou « le Chinois » en prison en février 2017 signifie *a contrario* la volonté du pouvoir d'offrir un gage symbolique de réconciliation nationale et de rejet de l'impunité (Le Marcis).

Le temps de la jeunesse. Des auteurs croisent leurs plumes sur des questions de société. Plusieurs articles interrogent, directement ou indirectement, la situation de la jeunesse, notamment désœuvrée et, de manière connexe, les tensions intergénérationnelles. Comme l'explique Stephen Smith, « le “profil démographique” d'une population, c'est-à-dire non seulement son importance numérique et sa croissance mais, aussi, le poids respectif de ses cohortes d'âge et les dynamiques entre celles-ci, fournit des données aussi fondamentales que les conditions socio-économiques prévalant au sein d'une société » (Smith, 2018, p. 98-99). Même si le taux d'accroissement démographique a diminué de 3,8 % en 1975 à 2,6 % en 2014, la population de Côte d'Ivoire reste extrêmement jeune : la tranche d'âge des 0-14 ans représente 41,8 % de la population. Le taux de dépendance s'élève à 79,8 % (RGPH, 2014). En l'absence de politique publique audacieuse pour accélérer la transition démographique, cette situation reste un défi redoutable sur les plans notamment de l'éducation, de la santé et de l'emploi, voire un défi insoluble (« satisfaire les besoins en biens publics et en infrastructures d'une population en croissance exponentielle n'[est] de toute façon pas un pari tenable » : Smith, 2018, p. 47, voir aussi p. 31-32).

Ces réalités contextualisent les difficultés de divers groupes de jeunes cherchant à « manger pour eux-mêmes » (Montaz), aspirant à l'ascension sociale par l'école (Schilling) et par le travail formel – en totale inadéquation avec le marché du travail réel, dominé par le secteur informel (Lefevre, Roubaud, Torelli et Zanusso) – ou rêvant de se réaliser par-delà les mers (Sy Savané). La précarité et les désillusions, mais aussi certaines capacités à surmonter leur environnement, sont le lot des jeunes de la MACA (Le Marcis), du bidonville de Gobelet à Cocody (Banégas) et des quartiers populaires d'Abobo et de Yopougon (Konaté, Schilling).

L'importance du religieux. Ce numéro spécial propose enfin de dépasser les domaines sociopolitiques et économiques pour ouvrir la réflexion aux

questions relatives à la religion et aux arts et spectacles. Si la Côte d'Ivoire (et par-delà toute l'Afrique) n'a pas connu de désenchantement du monde sous les soleils de la modernité, elle connaît depuis plusieurs décennies un réveil religieux puissant et foisonnant, qui s'articule tout à la fois aux temps des crises et au tournant néolibéral. Pour n'être pas toujours audibles ou visibles (à tout le moins aux yeux des Occidentaux), le discours, les pratiques et les imaginaires religieux ont une importance indéniable dans la vie quotidienne des Ivoiriens, tous âges et conditions confondus, qu'il serait arbitraire et improductif d'ignorer (Miran-Guyon, 2015).

Ce numéro reproduit des extraits d'une homélie d'un évêque catholique sur le problème de la corruption, l'homélie s'adressant au public des fidèles venus écouter la messe, mais plus largement aussi au public ivoirien par le truchement de divers médias qui en ont largement reproduit et diffusé le contenu : cette parole libre et catholique participe de fait aux débats nationaux sur les questions du bien commun (Mgr Antoine Koné). Sans être majoritaire, l'islam est devenu la première religion du pays : 42,9 % des résidents de Côte d'Ivoire, Ivoiriens et étrangers confondus, sont musulmans (RGPH, 2014¹⁴). Avec l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir, la Côte d'Ivoire est dirigée, pour la première fois de son histoire, par un chef d'État musulman, au terme de quinze ans de crises ayant souvent malmené l'islam. Les relations de la société musulmane avec le pouvoir Ouattara sont passées au peigne fin, sans éluder les contradictions (Miran-Guyon).

La franc-maçonnerie représente, en Côte d'Ivoire, une minorité d'hommes et de femmes, perçue à tort ou à raison comme influente en affaires et en politique. La franc-maçonnerie est superficiellement ressassée dans les médias, généralement dénigrée par l'opinion publique et finalement enserrée de silence. Un entretien en retrace un panorama complet de manière distanciée, diachronique et synchronique, et éclaire une controverse surgie en 2017 entre l'Église catholique et la Grande Loge de Côte d'Ivoire (Akindès).

Effervescence des scènes culturelles. Les années de crise ont entamé mais n'ont point dévitalisé les scènes ivoiriennes des arts et du spectacle. Depuis 2011, ces dernières font montre d'un regain de dynamisme, surtout à Abidjan : création de musées et de galeries d'art contemporain ; développement de salles de concert et de studios d'enregistrement ; démultiplication des festivals consacrés aux arts du spectacle, à l'humour, à la gastronomie ou aux cultures traditionnelles régionales, etc. Un secteur en particulier connaît un essor indéniable, quoique non sans ambiguïté, accompagné par une politique culturelle

13. Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) : nom porté par l'armée refondée par Alassane Ouattara entre mars 2011 et novembre 2016, date à laquelle l'appellation a changé pour « Forces

armées de Côte d'Ivoire » (FACI). De 1960 à 2011, l'armée s'appelait les « Forces armées nationales de Côte d'Ivoire » (FANCI).

14. Les chrétiens comptent pour 33,9 % de la population, dont 17,2 %

de catholiques, 11,8 % d'« évangéliques » et 1,7 % de méthodistes (RGPH, 2014). Les fidèles des religions traditionnelles ou « animistes » pourraient avoisiner les 20 %.

de l'État volontaire mais inaboutie : le monde du cinéma et de l'audiovisuel avec ses films ou séries pour les petit et grand écrans (Boni).

Deux « Repères » poursuivent la découverte de ces scènes culturelles. Le premier retrace l'aventure cinématographique de Cheikh Yacouba Sylla, déporté colonial d'origine sahélienne, devenu cheikh d'une grande confrérie, ami d'Houphouët-Boigny et entrepreneur prospère – l'interface islam et cinéma est tout sauf banale (Goerg). Le second propose un portrait à la fois intime, musical et politique de la mégastar de reggae aux quarante ans de carrière, le tumultueux et talentueux Alpha Blondy (Koffi).

Ce numéro double d'*Afrique contemporaine*, résolument polyphonique, n'a de prétention ni exhaustive ni conclusive. Il est un canevas de choix éditoriaux et de liberté de plume et de parole des auteurs et des interviewés. Il combine un souci de précision dans la documentation et une exigence de complexité dans l'analyse. Son ambition est de susciter des compréhensions profondes par la confrontation du semblable et du dissemblable, sans gommer les inconnues, les incertitudes et de possibles dissonances. Ce numéro invite surtout au débat et à la poursuite des réflexions collectives sur les devenir singuliers et pluriels de la Côte d'Ivoire.

Bibliographie

Akindès, F. (2017), « "On ne mange pas les ponts et le goudron". Les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, numéro spécial sur la Côte d'Ivoire sous Alassane Ouattara, n° 148, p. 5-26.

Akindès, F., Kouamé, S.Y. (2017), « La Côte d'Ivoire sous Alassane Ouattara », *Politique africaine*, n° 148.

Assemblée nationale (2016), « Rapport d'information n° 4481, déposé par la Commission des Affaires étrangères en conclusion des travaux d'une mission d'information constituée le 27 avril 2016 sur la Côte d'Ivoire, président P. Cochet, rapporteure S. Dagoma », Paris.

Balandier, G. (1951), « La situation coloniale : approche théorique », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. XI, p. 44-79.

Banque mondiale (2018), « Situation économique en Côte d'Ivoire. Aux portes du paradis. Comment la Côte d'Ivoire peut rattraper son retard technologique ? ».

Chauveau, J.-P. (2018), « Autochtonie nomade et État frontière. Conflit et post-conflit en Côte d'Ivoire au prisme de la question agraire », draft.

Cogneau, D., Hougbedji, K., Mesplé-Somps, S., (2016), "The Fall of the Elephant. Two Decades of Poverty Increase in Côte d'Ivoire (1988-2008)", in C. Arndt, A. McKay, F. Tarp (dir.), *Growth and Poverty in Sub-Saharan Africa*, Oxford, Oxford University Press, p. 318-342.

Cogneau, D., Mesplé-Somps, S., Roubaud, F. (2003), « Côte d'Ivoire : histoires de la crise », *Afrique contemporaine*, n° 206.

Dosse, F. (2002), « Généalogie d'un rapport », *Espaces Temps*, n° 80-81, p. 66-93.

Ginzburg, C. (1992), *Le sabbat des sorcières*, Paris, Gallimard.

Institut national de la statistique (2016), « Recensement général de la population et de l'habitat [RGPH] 2014 », Abidjan.

Miran-Guyon, M. (2015), *Guerres mystiques en Côte d'Ivoire. Religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Paris, Karthala.

N'Doli, T.A. (2017a), *Le réveil de l'éléphant d'Afrique, I, Côte d'Ivoire : des élans maintes fois brisés*, préface d'Alassane Ouattara, Paris, L'Harmattan.

N'Doli, T.A. (2017b), *Le réveil de l'éléphant d'Afrique, II, Côte d'Ivoire : de l'effondrement au sursaut*, préface d'Alassane Ouattara, Paris, L'Harmattan.

Smith, S. (2018), *La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent*, Paris, Grasset.